

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Semaine pour les alternatives
aux pesticides

p. 7



2 € - N°4014 - Du 15 au 21 mars 2024



Le 8 mars à Perpignan

Mobilisées !

p. 6

l'Édito

“ Tant de luttes encore !



Evelyne Bordet

Voilà, c'est dans le marbre, circulez !

Bien décidées à faire entendre qu'elles ne se contenteront pas de symboles, fussent-ils puissants, c'est dans la rue, le 8 mars qu'elles l'ont exprimé avec force. Au cœur des manifestations partout en France, l'égalité salariale et professionnelle, premier indicateur de l'urgence à vaincre les clichés qui perdurent. Notamment sur la maternité et la parentalité qui restent les premiers facteurs de discrimination. Les préjugés sexistes sont autant de freins à des parcours professionnels analogues à ceux des hommes.

Temps partiels imposés, discriminations, salaires inférieurs à compétence égale, dévalorisation des métiers à prédominance féminine via l'absence de reconnaissance de leurs compétences et de la pénibilité, le chantier est encore colossal.

La grève féministe, c'est montrer que si les femmes s'arrêtent professionnellement

et dans le cadre domestique, tout s'arrête. Elle permet de visibiliser le rôle joué par les femmes, une contribution essentielle au fonctionnement de la société, qui est dévalorisée et effectuée en partie gratuitement.

Il s'agit de réaffirmer que la lutte pour les droits des femmes porte le progrès social. Même si beaucoup de militantes et de militants ont œuvré pour que le 8 mars devienne un point d'ancrage des luttes, il reste au fond cette idée que la grève féministe concerne essentiellement les femmes. Elle n'est pas encore pensée comme un mouvement qui permette un élargissement des luttes sociales.

Le féminisme est une exigence radicale qui questionne toutes formes de domination dans notre société patriarcale. Cet angle serait pertinent et le lien entre néolibéralisme et violences sexistes et sexuelles, au cœur des appels à la grève féministe, mériterait d'être davantage explicité !

Alors qu'on est en droit d'attendre des actes politiques majeurs, dans le même temps, le gouvernement « *va créer un appel à témoignages* » dans le cadre de la mission sur les violences sexistes et sexuelles, a indiqué ce 8 mars Aurore Bergé, la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes. L'objectif : permettre à l'exécutif de prendre au mieux la mesure de la situation et obtenir une « *révélation de ce qu'il se passe* ».

Ou l'art de noyer le poisson ...



Annonces

→ **Projection « Des Anges en enfer »**

Vendredi 15 mars à 18h – Salle Aliès Espace Arthur Conte à Pollestres.

→ **Assemblée extraordinaire de L'Amie Bambulle**

Judi 21 mars à 18h30 – Salle Gelcen, rue de la Basse à Prades.

VILLENEUVE-DE-LA-RAHO
NON AU GOLF

**MANIFESTATION
SAMEDI 16 MARS À 10H30
AU LAC DE VILLENEUVE**



Suivez-nous



Transports Perpignan

La mobilisation a porté ses fruits

Les usagers du Bas-Vernet ont obtenu, après leur mobilisation, un aménagement des lignes répondant en partie à leurs besoins du quotidien. Reçus le 7 mars par le responsable des transports à P.M.M, M. Moriconi, ils ont écouté et pris acte : « *la ligne 26 existante de Clodion au Lycée Maillol va être prolongée dans les deux sens sur Torcatis-Vauban-Catalogne-Gare. Il circulera toutes les 30 minutes de 7h à 9h et de 16h à 18h, et toutes les heures en heure creuse* ». C'est un premier pas. Ce service, semble-t-il, ne sera complètement opérationnel qu'à partir du 7 juillet. En attendant l'achat de deux bus supplémentaires, ce sera donc un bus scolaire qui assurera les liaisons.



 **Le Travailleur Catalan** 

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet / Jeff Morales
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

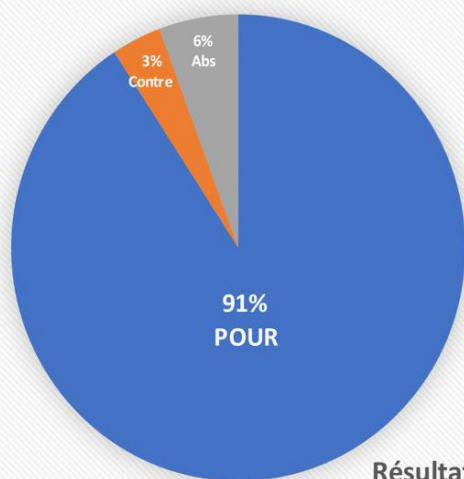


Élections européennes

Les communistes ont voté

Résultats - Vote des communistes - Fédération des Pyrénées-Orientales

SECTIONS	POUR	%	CONTRE	%	ABSTENTION	%	TOTAL
Agly Fenouillèdes	20	100,00	0	0,00	0	0,00	20
Agly Têt	25	89,29	0	0,00	3	10,71	28
AMI	73	98,65	0	0,00	1	1,35	74
Aspres Têt	43	93,48	2	4,35	1	2,17	46
CCCP	9	90,00	0	0,00	1	10,00	10
Perpignan	32	68,09	8	17,02	7	14,89	47
Têt Roussillon	30	100,00	0	0,00	0	0,00	30
Vallespir	25	89,29	0	0,00	3	10,71	28
TOTAL EXPRIME	257	90,81	10	3,53	16	5,65	283



Résultats nationaux

Inscrits	Votants		Blancs et nuls	Suffrages exprimés	POUR		CONTRE		ABSTENTION		
40 271	23 375	58,04 %	196	23 197	99,24 %	21 524	92,79 %	700	3,02 %	973	4,19 %

Consultation des communistes pour la liste des élections européennes

Ce week-end, les adhérent·es du Parti communiste français étaient appelé·es à voter pour adopter leur liste aux élections européennes du 9 juin 2024, conduite par Léon Deffontaines.

23 375 adhérent·es ont pris part au vote.
23 197 se sont exprimés.

Ils ont approuvé à plus de 92% (92,79 %, soit 21 524 votant·es) la proposition de leur direction nationale d'une liste de large rassemblement composée, aux côtés des candidatures du PCF, de représentant·es de trois autres forces de gauche (Gauche républicaine et socialistes, l'Engagement - parti fondé par Arnaud Montebourg et Les radicaux de gauche) et de nombreux·ses militant·es syndicaux·ales engagé·es dans des luttes sociales, uni·es pour le monde du travail. 3,02 % (700 votant·es) ont voté contre et 4,19 %

(973 votant·es) se sont abstenu·es. C'est un vote massif des communistes qui, à plusieurs dizaines de milliers, engagent une nouvelle étape de leur campagne européenne pour faire élire le 9 juin prochain le plus grand nombre possible de député·es de notre liste au Parlement européen.

Ce rassemblement de citoyens et citoyennes engagé·es, de républicain·es, d'acteur·rices du mouvement social, de quatre partis de gauche, a encore vocation à s'élargir à tous celles et ceux qui, à gauche, partagent notre ambition pour reprendre la main sur l'avenir de la France et de l'Europe.

Dans notre département, les résultats de la consultation s'apparentent aux résultats nationaux. Présentation de la liste dans notre prochain numéro.

IVG Et après ?

L'inscription dans la Constitution ne garantit pas l'accès réel à l'IVG pour les femmes. Il reste inégal sur le territoire, et parfois très difficile.

L'inscription de la liberté d'avorter dans la Constitution française est une première mondiale. Sa portée symbolique est considérable. Mais elle n'efface ni les difficultés à accéder réellement à l'IVG, ni l'instrumentalisation politique qu'en fait Emmanuel Macron, reprenant à son compte un combat mené depuis des décennies par la gauche. D'emblée l'on pouvait pointer un décalage entre la dimension symbolique et ce qui se passe sur le terrain. C'est ce que dénoncent les professionnels après l'inscription de l'IVG dans la Constitution, scellée lors d'une cérémonie place Vendôme à l'occasion du 8 mars, journée des droits des femmes. Car si cette avancée a été applaudie par les défenseurs du droit à l'IVG, louant une victoire symbolique au retentissement international qui inspire déjà d'autres pays, l'accès concret à l'avortement reste très compliqué pour de nombreuses femmes en France.

Quels engagements ?

L'effondrement du système de santé, les baisses drastiques des moyens alloués aux hôpitaux, la fermeture de 130 centres IVG entre 2001 et

IVG : "Lorsque l'enfant paraît..."



2011, la clause de conscience de médecins refusant de pratiquer des avortements, les déserts médicaux et les longs trajets difficiles s'ajoutent aux obstacles d'ordre idéologique comme le refus parfois de pratiquer une IVG passé 12 semaines d'aménorrhée alors que le délai est de 14 semaines. Le recours à la clause de conscience, et les tentatives de certains professionnels de dissuader l'IVG, la précarisation grandissante d'une partie de la population et la fragilisation du statut des migrantes, autant d'obstacles qui, en France, font que l'accès à l'IVG est encore aujourd'hui semé d'embûches. Dans certaines régions plus que d'autres, dans certains quartiers plus que d'autres. Le premier ministre, Gabriel Attal, au-delà d'un brillant discours, n'a pas pris le moindre engagement au regard de tous ces obstacles. Aucun engagement pour permettre aux sages-femmes de pratiquer des IVG. Macron va devoir ajouter des actes aux mots inscrits dans la constitution. Les associations féministes n'en attendent pas moins.

Evelyne Bordet

Au centre de santé sexuelle à Perpignan

Un lieu ouvert à tous, qui permet de bénéficier gratuitement de consultations gynécologiques axées principalement sur la contraception, les maladies sexuellement transmissibles et les consultations pré et post IVG.

Quelques chiffres

- 1917 consultations dont 777 pour la contraception et 112 pour l'IVG.
- 487 personnes ont bénéficié d'une consultation dont 234 mineures.
- 340 entretiens de conseil conjugal.
- 88 séances d'actions collectives.

• 25 rue Petite la Monnaie, Perpignan - 04 30 19 25 88

Des anti-choix décomplexés

« Les acquis des femmes sont toujours précaires et fragiles ». Gisèle Halimi.

Au quotidien, celles et ceux qui militent pour le droit à l'IVG subissent des attaques, souvent venues de l'extrême droite. C'est le cas du Planning familial, dont les locaux sont régulièrement pris pour cible. Ce même lundi, un tag « *Planning assassin* » a été signalé, selon Bénédicte Paoli, membre du bureau de l'association, interrogée sur France TV-Info. Elle a évoqué des « *anti-choix de plus en plus visibles et décomplexés* ».

À Lille, c'est la seconde fois en 15 jours que le Planning familial est tagué, assimilant l'IVG à un meurtre. Les inscriptions « *IVG = meurtre* », « *Planning meurtrier* », ont pu être lues sur les murs et les façades des locaux. En début de semaine, le Planning familial de Strasbourg avait aussi été attaqué.



La Macronie frappe de la petite monnaie pour les femmes



Parce qu'elles le valent bien !

La Monnaie de Paris a révélé mercredi dernier les nouvelles faces des pièces de 10, 20 et 50 centimes qui seront ornées du profil ciselé de « *trois femmes d'exception* », Simone Veil, Joséphine Baker et Marie Curie. Les femmes enfin mises à l'honneur sur les pièces de monnaie ? On se gargarise ... Mais quoi ?

Un festival de pièces jaunes ! On aurait pu imaginer des billets de 20 ou 50 euros où les hommes sont majoritairement représentés ! Que ce soit en Suède, en Australie ou au Mexique, les femmes trouvent leur place dans le portefeuille. Les billets de banques français seraient-ils sexistes ? Où sont les femmes ? Elles serviront à « *faire l'appoint* », au fond du porte-monnaie ... Notre monnaie parle pour nous, elle représente notre société. La parité ? Seulement à petit prix pour ce qui concerne la France.

E. B.

Égalité, justice

Encore à faire...

Il faudrait graisser les rouages mis en place pour faciliter l'égalité hommes/femmes, car l'inertie de la société et le dépeussierage trop lent des mentalités ont tendance à les gripper.

Les freins à l'intégration des femmes à pied d'égalité avec les hommes dans la société prennent leurs racines dès l'école et sont accentués au moment où le couple hétérosexuel est confronté à la parentalité. Si les employeurs sont soumis à des contrôles et des sanctions pour tendre vers une justice dans le monde du travail, la volonté politique affichée a un effet limité.

Plusieurs paramètres montrent comment les femmes sont désavantagées. Les filles sont moins orientées à l'école vers des études scientifiques. Les emplois qualifiés vers lesquels elles s'orientent mieux qu'avant sont souvent identifiés comme « travail féminin » et paient

moins bien que d'autres. La discrimination à l'emploi mise à part, les femmes sont plus désavantagées encore au sein de l'entreprise et dans le secteur public dès qu'elles deviennent mères. Les promotions sont attribuées de préférence aux hommes. Ces pratiques sont plus flagrantes dans les emplois moins qualifiés, alors que les femmes y sont majoritaires.

Quelle volonté politique ?

Des bilans satisfaisants en entreprise peuvent cacher une réalité où, à salaire horaire égal, les hommes bénéficient de primes et travaillent à plein temps ou en heures supplémentaires plus que les femmes, tout en étant largement

mieux représentés aux postes rémunérateurs comme les postes à responsabilité.

Si les choses s'améliorent depuis le début des années 2000, il est à noter que l'établissement de quotas n'impacte pas la racine du problème. Montrer aux filles dès l'école et aux femmes qu'elles peuvent accéder aux filières scientifiques, aux emplois qualifiés et aux postes à responsabilités semble par ailleurs assez efficace. La lutte des féministes a impulsé le changement. La volonté politique fait cruellement défaut et la prise de conscience collective a encore du chemin à faire.

V. D.

Expo

L'art au service des droits des femmes

La Maison de la Catalanité présente jusqu'au 4 avril « Femmes que nous sommes » une expo résolument militante.

Avec l'exposition *Femmes que nous sommes*, Caroline et Gwénaëlle Cavalier et Manolete Guzman n'en font pas mystère, il s'agit de dénoncer le sexisme, le machisme... tous les travers de notre société encore et toujours à l'œuvre. Intégrée dans la programmation des *Semaines des droits des femmes* du Conseil départemental, elle offre un panorama très coloré et plein d'humour autour de la question des discriminations qui frappent la gent féminine. Elle rend également hommage à ces femmes qui, au fil des siècles, ont fait avancer l'émancipation. Un travail collectif, donc, entre Caroline la plasticienne et Gwénaëlle et Manolete pour les textes, l'infographie.

D'abord, les toiles, saturées de lignes et de couleurs, dans l'esprit BD, joyeusement expressives ; les femmes sont représentées sous forme de caricatures, avec de grosses lèvres, la tête disproportionnée par rapport au corps. Chaque œuvre évoque une histoire, un rêve, un combat, on a par exemple un *Déjeuner sur l'herbe* (de Monet) détourné, c'est l'homme qui est nu. On verra aussi l'histoire du petit chaperon rouge revisitée, la plage de Collioure devenue égalitaire... Au-dessous de plusieurs des toiles, des petits billets donnent des chiffres : 49 % des femmes scientifiques ont été agressées sexuellement au travail ; 79 % des femmes gèrent les tâches ménagères ; 36 % du temps de parole médiatique est donné à des femmes...

Une vidéo sur la publicité visuelle qui utilise trop souvent le corps féminin complète ce parcours dont on savoure la justesse et l'impertinence.

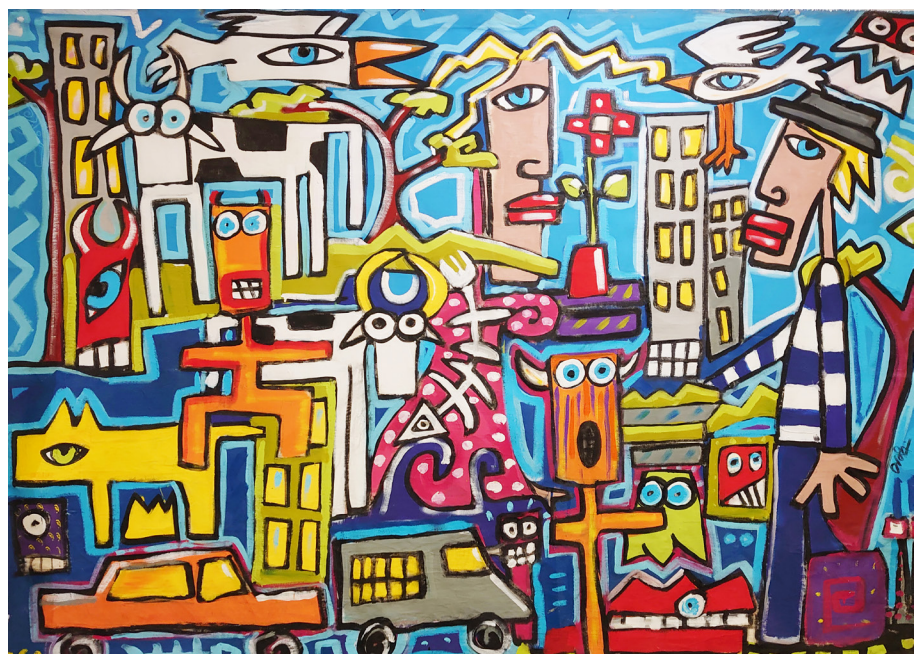
Nicole Gaspon



◀ Dénonciation

" Femmes que nous sommes "

L'expo dénonce avec talent, le sexisme dans une oeuvre collective qui percuté l'imaginaire.



Perpignan

« Féministes tant qu'il le faudra »

À Perpignan, ce 8 mars, les droits des femmes sous haute surveillance.



© Michel Marc



© Jeff Morales

Elles et ils étaient nombreux à manifester leur attachement à l'égalité homme-femme, leur attachement au respect, et leur volonté de changement profond dans la société française et ailleurs. Quatre à cinq cents, porteurs de slogans et pancartes, filles et garçons, femmes et hommes, joyeux et décidés, toutes générations confondues. Il y avait des jeunes et des anciens. Journée particulière donc et inédite où se mêlaient exigences morales, humanistes, et revendications plus sociales, où se côtoyaient associations féministes et syndicats.

La manifestation était colorée, joliment bruyante, animée

Un flash mob, un groupe de chants, et des discours bien léchés, où chacune des intervenantes précisait les enjeux et les futurs combats à mener, ont ponctué la déambulation. Il y eut bien entendu, la satisfaction

liée à la toute récente « Constitutionnalisation » de l'IVG, symbole fort et garantie pour l'avenir. Il y eut aussi le rappel malheureux du nombre insupportable de féminicides en France, la persistance tenace des comportements machistes dominants et du harcèlement, domestique ou sur les lieux de travail. Les femmes d'ailleurs ne furent pas oubliées, (Afghanes, Irlandaises...), et l'exigence de gestes solidaires fut ainsi rappelée à tous. Du côté syndical, on évoquait les inégalités, les injustices dans le domaine professionnel. Le réel, en quelque sorte. Les femmes gagnent moins que les hommes (-24%) en moyenne, subissent plus les temps partiels et la précarité, et elles sont objectivement freinées dans l'avancée de leur parcours professionnel, à compétences et formations égales. La manifestation s'arrêtait alors place de la Victoire, moment de fraternité et de partage. Concert et repas. Coup d'essai réussi, d'après les différents responsables.

M. M.

Mémorial

« La Douleur », un uppercut salutaire !

Salle comble au Mémorial ce 8 mars. Pour clôturer la journée internationale des droits des femmes, Nicole Rey avait choisi une lecture théâtralisée de « La Douleur » de Marguerite Duras. En préalable, Patrick Cases, membre du Conseil d'administration du Mémorial et conseiller régional, lui rendait hommage : « *il faut descendre au fond des mémoires, allumer les lanternes, éclairer les futurs et tu vas encore faire monter et résonner la voix de ces femmes dans le silence de leurs larmes retenues (...) au mémorial de Rivesaltes creuset des mémoires barbelées, enfermées, creuset des mémoires qui se parlent, chuchotements dans le creux des oreilles des enfants simplement pour ne pas oublier, pour comprendre. Toi Nicole inlassablement ton bâton voix en main, tu parcours les chemins des mémoires passées, les yeux fixés sur les luttes quotidiennes (...) En ce jour de grève des femmes au travail et à la maison, toi Nicole tu vas faire voler tes mots un peu colombes de PAIX et ce n'est pas un travail, c'est un combat c'est une vie.* »

La ferveur du public à l'issue de la représentation fut à la mesure du talent de Nicole Rey, littéralement habitée par ce texte, précisément dans ce lieu hautement symbolique.

Evelyne Bordet



© Olivier Patrouix-Gracia

▲ Nicole Rey interprète un choix de textes de Marguerite Duras extraits de " La Douleur ".

Environnement

Semaine pour les alternatives aux pesticides

Comme chaque année, le Collectif Alternatives Pesticides 66 (CAP66) organise du 19 au 30 mars, en différents lieux du département, un temps de sensibilisation à l'intention du grand public.

A lors que le gouvernement a instrumentalisé la colère du monde agricole pour reculer sur les engagements pris concernant l'usage des pesticides, la démarche de CAP66 est plus que jamais essentielle. Sur le thème de « *La santé* », il s'agit d'alerter sur les risques sanitaires et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides et de promouvoir des alternatives non polluantes à ces produits toxiques.

Quelques temps forts :

le mercredi 20 à Perpignan, une conférence/débat animée par Nicola Luciana de l'association « *Les jardins de Babeuf* », qui offre des paniers de fruits et légumes bio aux enfants malades. Il présentera le lien entre les pesticides et les cancers pédiatriques.

Le jeudi 21, à Prades, un film au cinéma Le Lido « *Paysans du ciel et de la terre* », soirée organisée par Nature & Progrès 66. Interven-

nante : Fanny Gonson, écologue.

Ce même jour, à Elne, rencontre/débat avec Joseph Garrigue, ancien conservateur de la réserve de La Massane, qui rendra compte de sa marche vers Paris, en janvier et février derniers.

Le vendredi 22 à Perpignan, Gilles Eric Séralini, professeur de biologie moléculaire à l'université de Caen, qui a fait vaciller Monsanto, accompagné de Jérôme Douzelet, chef cuisinier, viendront parler d'alimentation et de maladies. La semaine se terminera sur **le site de Paulilles** avec le traditionnel troc de plantes **le dimanche 24 dès 10h**.

Parce que la gravité de la situation n'exclut pas l'humour et la provocation, plusieurs rencontres se clôtureront par un « *apéro glyphosate* » cru 2024 ! La suite du programme sera présentée dans le prochain TC.

E. B.



Programme complet



Perpignan. Bibliothèques de quartier

Le syndicat CGT alerte et revendique

Une nouvelle bibliothèque va voir le jour à Perpignan, au Haut-Vernet. Bien. Le syndicat CGT évoque, dans un papier détaillé, les lacunes existantes dans celles, plus anciennes, et revendique des améliorations notables.

« Aucune des bibliothèques actuelles n'est satisfaisante, toutes sont sous-dimensionnées ou mal agencées par rapport aux missions traditionnelles de lecture publique... » affirme ainsi le texte revendicatif. Et de préciser, à propos des bibliothèques « *Barande* » et « *d'Ormesson* », le handicap certain lié à l'exiguïté des lieux.

Des descriptifs incontestables



« Les espaces de travail sont très contraints, obligeant les collègues à jongler en permanence. Dès qu'une classe ou un groupe est accueilli, les usagers individuels n'ont quasiment plus de place. Les ordinateurs dédiés à la recherche documentaire sont toujours en panne, ce qui est quand même la base de l'autonomie des lecteurs », et plus loin, à propos des visiteurs handicapés : « à la bibliothèque Nicoleau, ce sont des problèmes insolubles d'accès qui sont posés ». Conscience et passion professionnelle sont, à n'en point douter, à la base de ces demandes, pour les visiteurs et les usagers. Concernant les personnels, les conditions d'exercice sont aussi commentées et pointées du doigt, avec force détails : « il n'y a pas de cuisine et de salles de repos dignes pour les agents, obligés de manger, à la pause méridienne, dans la salle de lecture. La vaisselle doit être faite chez soi ou dans un lavabo de toilettes sans eau chaude... ». Le syndicat, après avoir relevé la satisfaction, en général, des publics reçus et rendu hommage à l'engagement des agents, militants de la culture partagée, a précisé les trois points à améliorer urgemment : « l'amélioration des conditions de pause... ; le changement rapide des ordinateurs obsolètes... ; une concertation et une meilleure réflexion quant à l'implantation de nouvelles bibliothèques de quartier ».

Michel Marc

Elne

« Les albums d'Elisabeth »

Au Musée Terrus à Elne et au Château royal de Collioure, une sélection de photos personnelles réalisées par Elisabeth Eidenbenz entre 1939 et 1944.

Le Département des Pyrénées-Orientales, au travers des Archives départementales et du Château royal de Collioure, ainsi que de la ville d'Elne, avec la Maternité Suisse, font partie du « Réseau des lieux de Mémoire ». Ce réseau rassemble des sites patrimoniaux liés à la guerre d'Espagne et à la Retirada, situés des deux côtés de la frontière franco-espagnole.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'exposition « *Les albums d'Elisabeth. Solidarité envers les femmes et les enfants autour des camps de concentration des Pyrénées-Orientales. Photographies 1939-1944* ».

Les clichés extraits des albums qui appartiennent à la ville d'Elne mettent en avant deux grandes thématiques : le soin aux femmes et aux enfants pour l'exposition d'Elne, la solidarité et l'entraide pour celle de Collioure. Les photos prises à la Maternité d'Elne sont les plus nombreuses et présentent la vie quotidienne des femmes et des enfants dans ce « lieu-refuge » où sont nés cinq-cent-quatre-vingt-dix-sept bébés entre 1939 et 1944.

En 2005, Elisabeth Eidenbenz a fait don de ses albums à la ville d'Elne. D'une très grande valeur historique, ils nécessitent aujourd'hui des conditions de conservations particulières. C'est pourquoi, la commune



Le maire d'Elne remet les albums d'Elisabeth Eidenbenz à Hermeline Malherbe.

d'Elne, qui en reste propriétaire, a pris la décision de les déposer aux Archives départementales où leur pérennité sera assurée.

E. B.

Jusqu'au 2 juin au Musée Terrus
Jusqu'au 18 août au Château Royal de Collioure.

Les « profs » d'Arago en colère

Cent vingt heures en moins et une gestion opaque et douteuse des inscriptions et affectations ont suffi à mettre le feu aux poudres.

Mardi 5 mars, une quarantaine de professeurs et autres personnels ont manifesté devant l'entrée du lycée avec leurs syndicats (Snes et Sud). Les parents d'élèves étaient aussi de la partie. La situation se tend dans les établissements en général, au Lycée Arago en particulier. « *Les collègues doivent déjà faire face aux difficultés d'enseignement à cause d'effectifs trop importants et de dispositifs peu adaptés (dont la réforme du bac), on leur annonce aujourd'hui de nouvelles restrictions en termes de moyens aux conséquences d'ores et déjà connues dans certains enseignements.* » En effet, la dotation horaire globale (DHG) se voit amputée de 120 heures, l'équivalent de six professeurs à temps plein. La responsable du Snes précise : « *alors que nous réclamons des moyens supplémentaires, plus de personnels et moins d'effectifs par classe, on nous répond Uniformes, Marseillaise, SNU (service national universel), cérémonie de remise des diplômes... et on nous supprime des moyens* ». L'engagement des personnels est pris : « *nous sommes profondément attachés au service public d'éducation et nous continuerons de construire le rapport de force nécessaire pour réaliser partout les ambitions de notre École publique laïque* ».

Michel Marc



© Michel Marc

Cheminots CGT

L'hommage à Pierre Sémard



© Michel Marc

Mort fusillé en 1942, Pierre Sémard était, ce jeudi 7 mars, honoré par ses « camarades » du rail qui revendiquent son héritage et ne veulent pas oublier.

Le symbole est fort. Ils étaient soixante cheminots, retraités et actifs, pour rendre hommage, commémorer, rappeler les luttes et les actes du syndicaliste cheminot des années trente, son engagement dans la résistance et son obsession d'un grand service public unifié des transports ferroviaires. Graves et recueillis, ces cheminots ont écouté Mika Meusnier, secrétaire du syndicat CGT local, ont dit et redit leur fierté et se sont engagés à poursuivre les combats pour défendre l'intérêt général. Très tôt donc, Pierre Sémard s'est engagé et, en 1920, il a fait partie des 17 000 révoqués suite à la grève générale qui a permis d'obtenir un premier « statut des cheminots ». Adhérent du PCF, il est devenu secré-

taire général de la fédération CGT des cheminots en 1934 et n'a cessé d'impulser les combats pour construire un service public efficace, notamment pendant le Front populaire. En avril 1940, il est condamné à trois ans de prison parce que communiste et fusillé par les Allemands le 7 mars 1942. « *À l'heure où les acquis de la Libération issus du programme du C.N.R. tels que notre sécurité sociale et nos services publics sont victimes d'attaques multiples, où la xénophobie et le racisme s'affichent au grand jour, la CGT a fait le choix de contribuer à la transmission, entre générations de cheminots, de ce qui a été et reste essentiel de notre histoire* ».

Michel Marc

Rentrée scolaire 2024

La FCPE 66 dénonce l'austérité

Le Conseil Départemental de l'Éducation nationale (CDEN) avait lieu le mercredi 28 février. La FCPE, dans une déclaration liminaire, accablait le gouvernement et dénonçait le quasi abandon de cette « priorité nationale ».

Is ont dit : « stop au bricolage et aux fermetures de classes dans les Pyrénées-Orientales ».

La coupe budgétaire est dénoncée

« En 2024, moins 692 millions d'euros pour l'école publique, serait-ce le coup de grâce ? En l'absence de tout débat politique avec la représentation nationale, c'est par décret publié ce jeudi 22 février au petit matin que nous apprenons que l'école, la priorité des priorités des premiers jours de janvier, n'en est finalement plus une... » introduisait le représentant de l'association, qui détaillait ensuite les effets induits. « Combien de postes d'enseignants, d'AED en moins ? Combien d'AESH non recrutés ? Combien de parcours d'orientation et de projets d'inclusion brisés ?... Nous le constatons amèrement sur le terrain, l'école publique est asphyxiée et la carte scolaire présentée aujourd'hui en est l'exemple parfait » et poursuivait : « les besoins sont criants à tous les niveaux, la communauté éducative fait face à une pénurie de moyens, les classes sont surchargées, les enseignants absents non remplacés malgré les promesses sans lendemain,

des situations d'une rare violence que les parents, les enseignants et les enfants subissent au quotidien ». Il évoquait ensuite les enfants à la rue, l'explosion du collège façon puzzle, « avec le choc des savoirs, les faibles seront encore plus faibles et les forts un peu moins forts... » et concluait cette première partie : « la carte scolaire est une catastrophe avec chez nous 34 fermetures, c'est beaucoup trop ! ». Clairement, la fédération accusait la politique gouvernementale.

Ça suffit !

Les petites promesses, les dotations insuffisantes, les effectifs par classe qui ne permettent plus une pédagogie adaptée, l'abandon de certains enseignements sont ainsi dénoncés. « Et pendant ce temps-là, l'exécutif (...) procure de la satisfaction aux réactionnaires avec des uniformes dont pas grand monde ne veut ni à Perpignan ni ailleurs, réinvente un peu plus chaque jour l'école du passé en cherchant par tous les moyens à trier socialement les élèves par des groupes de niveaux improvisés et en dégoûtant les enseignants de faire leur métier ». Le désaveu est total.

Michel Marc

Alénia - Petites mains vertes

À Alénia, pour sauver la planète, il n'y a pas de plan B mais un plan A comme Arbres.

Les élèves des classes de cours moyen de l'école primaire se sont équipés de pelles et de râteaux pour planter 70 arbres sur la commune. Soutenue par la municipalité et ses agents, les enseignants et les parents, cette initiative du Comité de Jumelage d'Alénia s'est déroulée en miroir des plantations des enfants du Kenya également engagés dans le chaînon d'une réponse mondiale à l'urgence écologique et climatique. Planter un arbre, acte universel, responsabilise ces citoyens de demain sur l'importance du vivant et de l'impact des humains sur terre. Les enfants ont rempli leur mission avec enthousiasme, instruits que les arbres sont leurs alliés pour préserver l'environnement, sont des lieux de vie pour la biodiversité et indispensables à la lutte contre le réchauffement du climat par leur capacité d'absorption du dioxyde de carbone et la création d'îlots de fraîcheur.

R. C.



© Raymond de Cathala

En Català



Aprendre la llengua

- Tornen les amenaces sobre l'ensenyament del català.

- En un comunicat l'Associació per l'Ensenyament del Català (Aplec, que reagrupa els professors de llengua catalana), ha alertat la DASEN – directora de l'Educació nacional – del seu desacord sobre la possible reducció de mitjans destinats a l'ensenyament del català i possibles retallades de llocs de treball, en particular a Port Vendres.

- Una vegada més, són precisament els sectors menys bens dotats (l'ensenyament i la iniciació en aquesta llengua són encara minoritaris al departament), que són els primers de rebre quan se volen fer retallades.

- Per ara segons l'Aplec són només rumors de canvis i confien que les properes reunions que han de tenir lloc aquests dies desmentiran aquestes perspectives.

- El més preocupant en tot això i que subratlla l'Aplec, és que al mateix moment en què hi ha en marxa un Acord Marc Regió-Departament-Educació Nacional, que preveu l'ampliació i la generalització de l'ensenyament del català al departament, no només no s'avança gaire sinó que a més hi ha rumors de fer-se enrere.

- Seria un cop baix pels professors, que sovint comparteixen l'ensenyament del català amb una altra disciplina, serien perjudicats en la seva carrera en cas de reducció de les places; i també serien perjudicats els alumnes i les famílies que han triat aquesta opció.

- Val la pena recordar que el bilingüisme i iniciar la mainada i els joves a una llengua més, fa que els sigui més fàcil aprendre altres llengües. I com més se'n parlin millor, no és en detriment de cap llengua, al contrari.

- Vols dir que parlar més d'una llengua, i en aquest cas el català, ens fa més eixorits?

- En dubtis pas: quan aprens una altra llengua, t'obres l'esperit i t'obres al món, estimules parts del teu cervell que te permetran d'aprendre més fàcilment altres llengües i altres disciplines.

- Carai doncs caldria aprendre el català per prescripció mèdica !

C&C



De la rémunération au mérite...

Notre grande chance avec l'actuel président de la République est sa capacité à mobiliser des éléments de la théorie économique... Dommage qu'il s'arrête à certains enseignements de 1^{ère} année et surtout à une doctrine peu pertinente. Explications.

Il était une fois un modèle économique visant à représenter la manière dont les choses se dérouleraient dans le domaine du travail. Ce modèle, souvent représenté à l'aide d'une courbe d'offre et de demande, est celui du marché du travail. Un des principaux enseignements de ce modèle est le suivant : si on veut parvenir à la meilleure situation sociale, il faudrait que les salariés soient rémunérés à leur productivité marginale. Qu'est-ce donc ? La productivité marginale est la mesure de la production des salariés durant la dernière heure de travail. Or, combien ils vont produire durant celle-ci dépend de leurs talents à produire et de l'énergie qu'ils mettent dans cette activité. Le produit des deux, c'est le mérite. Mérite lié à leur talent, mérite lié à l'énergie qu'ils dépensent pour la production.

Ainsi, notre président a bien compris la leçon du modèle du marché du travail. Ainsi, si demain les fonctionnaires étaient payés au mérite, la situation économique de la France s'en trouverait grandement améliorée.

Qu'on ne l'ait pas encore fait !

La notion de mérite pour déterminer le niveau de rémunération semble aller de soi. Qui souhaiterait voir les salariés payés en fonction de leur démerite, dont un des synonymes est l'incompétence ? Personne, évidemment. Alors, va pour le salaire au mérite !

Si notre président était allé un peu plus loin dans l'étude de l'économie ou s'il n'écoutait pas uniquement certains chantres économistes conservateurs, il saurait que la rémunération au mérite est un bel en-

fumage. Enfumage car elle présuppose la connaissance de la quantité produite individuellement (combien produit un enseignant, par exemple ?). Enfumage qui place la question du travail dans une dimension principalement individuelle alors qu'il est d'abord collectif, comme Pierre Proudhon l'a si bien démontré. Enfumage car elle omet de dire que le salaire est avant tout un rapport social. Ainsi, un PDG du CAC 40 gagne en moyenne plus de 300 fois le salaire d'un smicard. Aurait-il un mérite 300 fois plus important ? Enfumage car rien n'est dit sur qui estime le mérite.

La rémunération au mérite, c'est le meilleur discours que peuvent avoir les possédants pour obliger les autres à trimer comme des brutes pour gagner des clopinettes. Il s'agit de faire en sorte que l'ordre social actuel ne soit surtout pas modifié. Cela tombe bien, c'est exactement le projet politique des concepteurs du marché du travail.

Exercice d'application. Sachant que sous la présidence de Monsieur Macron le nombre de pauvres a augmenté entre 2017 et aujourd'hui de plus de 3 millions de personnes et qu'il souhaite être lui aussi rémunéré au mérite, quelle est votre position ? **a** – Augmenter sa rémunération car en même temps – comme il aime à dire – il a permis au nombre de riches de croître ; **b** – Le licencier pour incompétence ; **c** – Lui conseiller de lire *le Travailleur Catalan*. Plusieurs réponses possibles.

TOP 14

La fièvre du samedi soir

Face à Toulouse sans ses internationaux, l'USAP s'impose sans trembler (27-17).



Tommaso Allan, Monsieur cent pour cent USAP.

Il a enfin plu sur le Pays Catalan et sur Perpignan. Mais cette pluie, qui a su s'arrêter avant le début de la rencontre, avait incité les escargots, pardon les supporters de l'USAP, à sortir de chez eux beaucoup plus tôt qu'à l'accoutumée. Ils étaient très nombreux dès 19 heures à envahir les abords de la cathédrale, la chaîne Canal ayant programmé pour une fois l'USAP à 21 heures, en prime time comme ils disent du côté de Serralongue. Oh ! Pas pour immerger le téléspectateur français dans l'ambiance qui règne à Aimé-Giral, non, non, mais plutôt pour lui montrer la fougue, la vitesse et l'audace des jeunes... et quelques moins jeunes déjà aguerris de Toulouse en l'absence de ses nombreux internationaux.

Toulouse, puits sans fond de jeunes pépites

Quelle équipe de Top 14 ainsi remodelée arriverait à battre Clermont dans son pays d'Auvergne ? Quelle équipe pourrait encore se targuer de dominer le championnat sans ses joueurs cadres depuis plus de trois mois ? Oui mais on n'attire pas les mouches avec du vinaigre, vous rétorqueront les plus réalistes. Toulouse, meilleur budget de Top 14, plus du double de celui de l'USAP. Vrai ! Mais pas que...

La formation toulousaine, jeu de mains jeu de Toulousains ! Ce n'est pas un vain mot. L'USAP craignait avant le match tous ces jeunes pétris de qualités et aptes à produire, sans se prendre la tête, un jeu exceptionnel. Il fallait les contrer, les empêcher de développer ce jeu qui caractérise toutes les qualités du Stade Toulousain.

Les supporters de l'USAP savaient qu'ils devaient jouer pleinement ce rôle de seizième homme, qu'il fallait faire disjoncter cette jeunesse, la paralyser dans ses mouvements, la faire déjouer. De l'arrivée des joueurs au stade aux frissons de l'émouvante Estaca, chantée (pas encore par suffisamment de supporters catalans !) dans le noir à la seule lueur des portables. Impressionnant ! Surtout pour qui n'a jamais joué dans un stade avec une telle ébullition. La fièvre du samedi soir ! Non pas celle qui a empêché notre jeune pépite Usapiste, Posolo Tuilagi, d'être acclamé à sa juste valeur après ses récentes et avant

ses futures sélections sous le maillot frappé du Coq. Ce n'est que partie remise ! Même sans notre jeune à nous, l'USAP a su garder la tête... froide et ne pas s'enfièvre outre mesure même lorsqu'elle était menée.

Ce match aurait été perdu dans le passé

L'USAP a beaucoup grandi depuis quatre mois. Pour preuve son septième match sans défaite dans son stade fétiche où elle a fait trébucher les gros du championnat. L'histoire retiendra qu'elle est la première équipe à avoir fait chuter le Stade Toulousain en 2024 et à stopper ainsi sa série de huit victoires consécutives. Même si l'équipe de Toulouse réussit très bien aux Catalans à Aimé-Giral. En effet, depuis le début du siècle, les sang et or n'ont perdu contre les Toulousains que deux fois à « casa » en 2011 d'un seul point (24-25) et en 2018 après avoir fait jeu égal une mi-temps avant de céder lors de l'entrée en jeu d'un certain Antoine Dupont. L'USAP peut aussi se targuer d'avoir plus de victoires que son rival et néanmoins ami Toulouse (43 contre 42 et 4 nuls) depuis le début des confrontations entre les deux clubs. Rare pour être signalé ! Ce qui prouve aussi la motivation des joueurs au losange quand ils rencontrent le multiple champion d'Europe. Mais pas que ! Le manager Franck Azéma retiendra que « l'USAP s'en est sortie en restant sur des choses maîtrisées ». Comme quoi le travail entrepris depuis le début chaotique de la saison commence à porter ses fruits. Le groupe commence à bien se connaître et même si son capitaine est absent pour cause de blessure un autre joueur peut prendre sa place et le rendement de l'équipe ne s'en trouve pas affaibli. Même si tout est loin d'être parfait, force est de constater que l'USAP, encore avant-dernière à huit journées de la fin, garde le cap dans le sillage de Montpellier, Lyon ou autre Clermont en maintenant une avance non négligeable sur Oyonnax dernier. La prochaine journée va-t-elle donner un nouvel éclairage sur la suite de ce championnat hyper serré ?

Fins aviat

Jo Solatges

Où sortir ?

Perpignan

El mediator | Dimanche 17 mars à 18h | Concert - **Lescop + Henri** | 18€/ réduit 16,20€. **Jeudi 21 mars à 20h30** | Concert - **Akira et Le Sabbat + Visceral** | 2€.
Casa Xanxo | Samedi 16 mars de 15h à 16h30 | Festival de musique sacrée - **Les pierres nous en chantent** | Gratuit.
Palais des congrès | Vendredi 15 mars à 20h30 | Spectacle - **Certifié Mado** | 43€/ réduit 38€. **Samedi 16 mars à 20h30** | **Festival mondial de la magie** | 70€/ réduit 38€/ enfants 35€. **Jeudi 21 mars à 20h** | Spectacle - Alison Wheeler - **La promesse d'un soir** | 45€/ réduit 35€. **Mercredi 20 mars à 20h30** | Théâtre - **Les pigeons** | 53€/ réduit 41€
Institut Jean Vigo | Dimanche 17 mars à 11h | Projection - **Courts métrages chantés** | 6€/réduit 5€. **Jeudi 21 mars à 19h** | Projection - **Chronique morave** | 6€/réduit 5€. **Vendredi 22 mars à partir de 18h** | Projection - **La Crucifiée / Le Filon des idées inhumées** | 6€/réduit 5€.
Archipel | Vendredi 15 mars à 12h30 | Concert - **Trio jazz et saoul** | 8€.
Théâtre Aux Croisements | Vendredi 8 mars à 19h30 | Théâtre - **Blanche Neige doit mourir** | 12€/réduit 8€.
Conservatoire | Vendredi 15 mars à 18h30 | **Musiques pour cordes, percussions et célesta** | Gratuit.
Église des Dominicains | Vendredi 22 mars à 21h | Festival musique sacrée - **Stabat Mater** | 25€/ réduit 1€.

Alénya

Salle Marcel Oms | Vendredi 22 mars à 18h30 | **Borborygmes** | 5€/réduit 1€.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Dimanche 17 mars à 17h | Théâtre de mars - **Lettres croisées** | 8€/ réduit 6€. **Dimanche 17 mars à 17h** | Théâtre de mars - **Hedda** | 8€.

Cabestany

Centre Culturel Jean Ferrat | Samedi 16 mars à 15h30 | Spectacle - **Le petit sorcier à l'arc musical**.

Canet-en-Roussillon

Voiles Rouges | Jeudi 21 mars à 18h | **Le printemps de Canet**.
Théâtre Jean Piat | Vendredi 22 mars à 18h et dimanche 24 mars à 20h30 | **Le printemps de Canet**.
Église Notre Dame des Flots (Canet plage) | Dimanche 17 mars à 20h30 de 17h à 19h | Concert symphonique - **Dans le salon de sir Edward Elgar**.

Concert
Accord parfait

Les Amis d'Alain Marinaro proposaient à Collioure le duo des frères Géniet, de jeunes talents déjà abondamment primés.

De Géniet à génial la marge est faible, c'est en tout cas le terme qui vient à l'esprit à propos du concert qui se tenait dimanche dernier au centre culturel de Collioure. Proposé par Les Amis d'Alain Marinaro, avec l'appui de la ville et de l'Orchestre de Catalogne, il mettait sur scène Rémi Géniet, pianiste, et son frère cadet Joël, au violoncelle. Les deux, malgré leur jeunesse, sont des artistes confirmés, abonnés aux grands prix internationaux, invités par plusieurs orchestres prestigieux. Apparemment, ils ont ça dans la famille. Au programme, des œuvres de nature à mettre en relief le dialogue des deux instruments, sonates de Beethoven, Schubert et Rachmaninov. Une exception au début, Joël en solo avec deux

mouvements de la Suite pour violoncelle seul n°5 de Jean-Sébastien Bach. Seule infidélité à la musique romantique dont on devine qu'elle a leur préférence, Joël assurément y est bien plus à son aise. Aussi, les deux interprètes, profondément concentrés, ont-ils déroulé avec bonheur les sonates susdites, touché subtil et jeu inspiré du pianiste, accents chaleureux et profonds du violoncelle. Un programme au long cours, dont notamment la Sonate opus 19 de Rachmaninov, véritable marathon et morceau de bravoure. Une tendresse pour celle (D.821) de Schubert, si émouvante. Le public, venu très nombreux, leur a fait un triomphe.

N. G.

Suppression des crédits culture à Perpignan

La culture
au pain sec

Dans la cure d'austérité que le gouvernement entend faire subir aux Français et au pays, la culture n'est pas oubliée : 204 millions d'euros en moins pour le budget 2024 du ministère de la culture dont 100 millions supprimés au patrimoine et 96 millions à la création. Cela dans un budget qui représente 0,8 % de celui de l'État ! Il se murmure que la ministre elle-même n'aurait pas été consultée, les acteurs culturels encore moins. C'est une catastrophe pour un secteur qui a peiné à se remettre de la pandémie, un secteur sensible, un secteur qui est porteur d'intelligence et d'émancipation. Un gâchis consternant.



© PASCAL GEY

Le salut par la peinture

La vie de souffrances et de fulgurances de Frida Kahlo, peintre hors normes devenue icône et objet de merchandising.

Archipel proposait dans le Carré Viva Frida, spectacle qui conte l'histoire de Frida Kahlo, peintre mexicaine née au début du XX^e siècle, morte en 1954 à seulement 47 ans. Accidentée dans sa jeunesse, elle n'a cessé de subir de terribles souffrances, de multiples opérations, souvent contrainte à l'immobilité, elle s'est mise à peindre.

De cette femme communiste, rebelle, indépendante, handicapée, chacun a en tête ses toiles aux vives couleurs, fleuries. Ses autoportraits révèlent sa beauté farouche, ses cheveux relevés en tresses. Chose rare, elle est aussi connue parce que son image se retrouve aujourd'hui sur un nombre incalculable d'objets, sacs, foulards, tatouages, pins...

Cette femme exceptionnelle a inspiré la metteuse en scène Karelle Prugnaud, l'écrivain Didier Goupil, la comédienne Claire Nebout dont on salue le retour sur scène pour cette réalisation hommage. Le texte est de Frida Kahlo elle-même, sa correspondance, que Didier Goupil a retravaillée. On est donc, comme il le soulignait à l'issue du spectacle, « dans le registre de l'intime. » En effet, au travers du corps, de la voix de Claire Nebout, impressionnante, une femme se livre tout entière. Elle crie ses souffrances, ses tourments, ses désillusions, ses amours, ses désirs...

Subjuguée par Diego Rivera (son amant et mari), elle entend rester libre de sa peinture, la peinture qui « l'a sauvée », dit-elle.

Symbole de liberté et de modernité

Elle est unique, elle est toutes les femmes, aussi la comédienne surgit-elle au début de la pièce, d'une rangée de spectateurs. Avant cela, sur un écran qui masque la scène, le public est face aux mille images de Frida Kahlo que l'on voit dans le commerce, contrepoint du « *refus de s'emparer de Frida Kahlo comme d'un produit* » exprimé par la metteuse en scène.

Autour de Frida-Claire, s'organise une scénographie de l'accumulation, guirlandes lumineuses au sol, bougies, béquilles, têtes de mort, vidéos qui passent... plus un musicien et un vidéaste. En préambule, le public a droit à un strip-tease masculin. Des œuvres de l'artiste sont évoquées, jamais montrées, on a aussi du fakirisme (la comédienne se tient longtemps sur une planche à clous), symbole de la douleur, omniprésente. Un foisonnement qui accompagne ce chemin de croix. Ce combat d'une femme qui, malgré ses souffrances, a peint, aimé, voyagé, bu, fumé est prodigieux, particulièrement adapté un 8 mars, ce spectacle est un coup de poignçon au cœur.

Nicole Gaspon

Où sortir ?

Le Soler

Place André Dagnac | Samedi 16 mars à 16h | Journée US country - **C-Swing : Rock'N'Soler** | Gratuit.
Soler Comedy Club | Samedi 16 mars à 16h | **Maître vous avez la parole** - One Man Show | 16,50€.

Les Angles

Salle Angléo | Samedi 16 mars à 15h | **Tramuntanya Bandas Festival** | Gratuit.

Port-Vendres

Ciné théâtre Le Vauban | Mardi 19 mars à 20h | Danse - **Short Stories**.

Saint-Estève

Théâtre de l'étang | Samedi 16 mars à 20h30 | **Papasss** | 37€/réduit 29€.

Sainte-Marie-la-Mer

Centre culturel Oméga | Jeudi 21 mars à 21h | Théâtre primavera - **Labiche répétita**.



Un incroyable parcours !

Avec l'oscar du meilleur scénario original, reçu dans la nuit du 10 au 11 mars, le film réalisé par Justine Triet, coécrit avec son compagnon Arthur Harari a raflé quelques quatre-vingt-dix prix depuis sa Palme d'or à Cannes en mai 2023. Un succès qui ne se dément pas, alors que le film avait déjà plus d'un million de spectateurs un mois après sa sortie. Cette fascinante dissection du couple avait suscité l'enthousiasme de la rédaction du TC (À lire dans le N°3988).

Découvrez d'autres articles, chaque semaine, sur le site www.letc.fr

Emploi des séniors

Trop chers, trop vieux...

Le gouvernement durcit les règles de l'indemnisation du chômage pour « remettre les séniors au travail ». Ceux-ci peinent déjà pourtant à trouver un emploi.

Le gouvernement ne se pré-occupe absolument pas de l'avenir des travailleurs âgés. Les séniors sont trop chers, trop vieux, trop formés pour le marché du travail. Sa seule boussole est d'économiser sur leur dos.

L'allongement de la durée du travail n'a pas suffi, et va se coupler avec des droits à l'allongement de la durée de cotisation. Pour l'instant, celle-ci est de 27 mois à partir de 55 ans, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire propose de la réduire à 18 mois. En 2022, le taux d'emploi des 55-64 ans est de 56,9 % selon la Dares. Il n'est que de 36,2% pour les 60-64 ans. Ce taux est parmi les plus bas de l'Union européenne.

Au lieu de mettre le patronat sous pression en menaçant de prendre des mesures coercitives pour mettre fin aux licenciements et aux discriminations dont souffrent les séniors, « le gouvernement multiplie les annonces de remise en cause des droits, notamment

au chômage, comme si c'était un choix de ne pas travailler ! » pointe la CGT. L'organisation syndicale redoute l'arrivée de chômeurs âgés qui pourraient se retrouver en fin de droits plus tôt et en retraite plus tard.

Le Medef veut, quant à lui, mettre en place un CDI séniors, qui permettrait d'embaucher des chômeurs âgés avec un différentiel de salaire par rapport à leur poste précédent qui serait pris en charge par l'assurance chômage.

Des négociations musclées

Les négociations actuelles entre syndicats et patronats sont tendues. Le gouvernement veut absolument un accord sur l'assurance chômage des séniors. Le ministre de l'Économie agite la menace d'une étatisation de l'assurance chômage. Non seulement les syndicats perdraient la main mais les salariés et chômeurs seraient encore plus tributaires des décisions anti-chômeurs du gouvernement (baisse du montant et de la durée

Travail des séniors : au turbin, les vieilles feignasses !



de l'indemnisation pour laquelle ils ont pourtant cotisé). Le Premier ministre Gabriel Attal en rajoute, il veut la suppression de l'allocation spécifique de solidarité perçue par les privés d'emploi en fin de droits pour les précipiter vers le RSA. Ces réformes incessantes de l'assurance-chômage ne servent

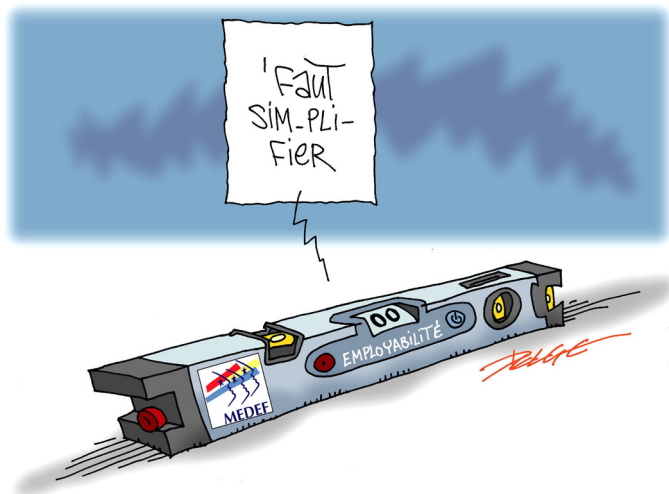
qu'à faire des économies et baisser artificiellement les chiffres du chômage, entretenant l'idée fautive que les chômeurs sont des fainéants. Deux séniors sur trois ne sont pas indemnisés et parmi eux, 40 % vivent sous le seuil de pauvreté.

D. G.

Groupes de niveau - Victoire ou temporisation ?

Après un rejet unanime du monde enseignant de la réforme « choc des savoirs », dont la mise en place de groupes de niveau en maths et français, la nouvelle ministre a annoncé lors du CSE du 8 février la disparition de la notion de niveau.

A qui profiteraient les "classes de niveau" ? A ceux qui bullent ?



Lors du dernier conseil supérieur de l'éducation (CSE), le 8 février, la ministre de l'Éducation nationale a déclaré « à titre dérogatoire et sous la responsabilité des chefs d'établissements, il sera possible de préserver des temps d'enseignement en classe entière en français et mathématiques ». En clair, les groupes de niveau disparaissent des textes, mais la ministre laisse les chefs d'établissement se dépatouiller. Pour Sophie Vénétiay, du SNES-FSU, « c'est un recul de la ministre à mettre au crédit de la mobilisation des personnels ». Le SE-Unsa se dit « satisfait de la suppression de la notion de niveau et donc du tri social des élèves ». Cette « concession » a pour but premier d'apaiser les tensions (le second étant la conscience de la réalité du budget de l'EN), mais n'est en aucun cas un recul sur la politique éducative macroniste. Le cadre général du « Choc des savoirs » reste d'actualité : le brevet (DNB) reste un barrage à l'accès au lycée, la labellisation des manuels se poursuit et avec elle le contrôle des pratiques pédagogiques, etc. On le sait, la dérogation à la règle devient la règle. Mais est-ce une victoire ? Les groupes de niveau reviendront-ils avec le prochain ministre ? Car c'est une constante dans l'Éducation nationale : une réforme par ministre, abandonnée lors du changement de ministre et jamais évaluée.

A.-M. D.

Palestine

Le message de paix du PCF



Fabien Roussel, à la tête d'une délégation, s'est rendu en Palestine et en Israël au début du mois de mars. Il a apporté son soutien aux populations meurtries.

La délégation était composée de Philippe Rio, maire de Grigny, Charlotte Blandiot-Faride, maire de Mitry-Mory et Vincent Boulet, responsable du secteur international du PCF.

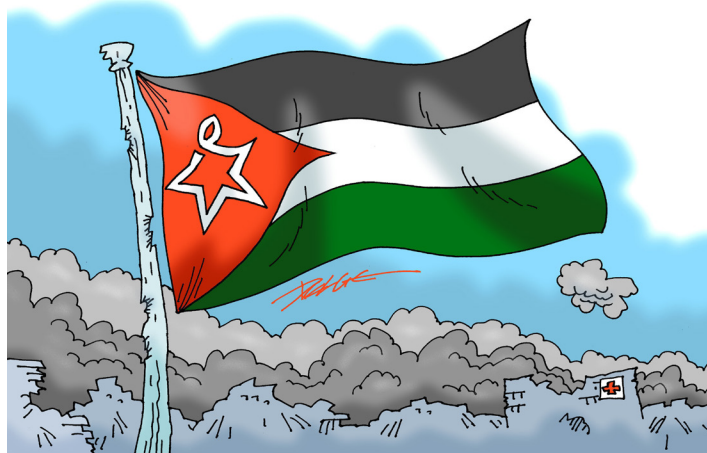
Le PCF était porteur d'un message de paix. Sur place, ils ont rencontré les parlementaires de gauche de la Knesset, Omer Cassif et Aïda Touma-Sliman, communistes, pacifistes qui luttent pour une solution à deux États. Les deux élus sont visés par le pouvoir actuel qui menace de les démettre de leurs fonctions au Parlement israélien.

Fabien Roussel s'entretenant avec le Premier ministre palestinien Mohammad Chtayyeh « appelle la France à reconnaître l'État de Palestine. C'est un acte fort qui entraînerait d'autres pays d'Europe ».

Mettre un terme à la guerre

La délégation a rencontré des réfugiés palestiniens et des familles israéliennes endeuillées par les attaques du Hamas le 7 octobre. Ceux-ci ont témoigné des horreurs subies et de leur désir de paix. Fabien Roussel a également échangé avec de jeunes Arabes et juifs de « *Standing Together* » (Debout ensemble). Ces jeunes sont engagés pour « *la paix, l'égalité et la justice sociale* » et opposés à la politique du Premier ministre israélien. Ils multiplient les rassemblements et réclament la démission de Benjamin Netanyahu. Eux aussi « appellent la France à agir pour un cessez-le-feu et la libération des otages ! ».

Dans les discussions, le risque d'un génocide à Gaza a été systématiquement évoqué. Un risque de plus en plus évident aux yeux de tous, y compris les associations humanitaires. Le Premier ministre palestinien,



Mohammad Chtayyeh, l'a rappelé en réclamant un cessez-le-feu et la reconnaissance par la France de l'État de Palestine.

À Gaza, deux millions d'habitants sont enfermés. Ils subissent une grande famine. La paix est une exigence qui revient dans la bouche de tous. En Israël, 44 organisations ont comme mot d'ordre : « arrêtez la guerre ».

Plus que jamais, le PCF se veut porteur d'un message de paix. Plus de 30.000 Palestiniens ont été tués. Il est temps de mettre fin à la guerre.

Dominique Gerbault

- annonces légales - annonces légales - annonces légales - annonces légales -

Dénomination sociale : POINT CHAUD JOFFRE 66 Forme : SASU
Siège social : 22 avenue Maréchal Joffre, 66000 PERPIGNAN
Capital social : 10 000 euros
Numéro SIREN 894 802 057 RCS PERPIGNAN

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31/01/2024, il a été pris acte de la nomination de Monsieur KUCAJ Erind, demeurant 4 rue Rolland Garros, Casals, Bât 3, Appt 312, 66000 PERPIGNAN en qualité de nouveau Président, à compter du 31 janvier 2024 sans limitation de durée, en remplacement de Monsieur DOCI Hilmi, Président démissionnaire.

L'article 22 des statuts a été modifié, en conséquence.

Suite à une cession d'actions le 31/01/2024, la première page des statuts a été modifiée en conséquence.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de Perpignan.

RECTIFICATIF

Dans l'annonce parue dans le Travailleur CATALAN N° 3997, le 10/11/2023 concernant la SASU MINCEUR 66, il fallait lire MINCEUR 66 au lieu de MINCEUR 66.

Pour insertion

Objet social - DENOMINATION SOCIALE - DROITS DE VOTE EN CAS DE DEMEMBREMENT
Dénomination : LE MARRONNIER DE GUJAN.
Forme : SCI au capital de 1000 euros.
Siège social : 1 résidence Cru Blanca, 664250 Pollestres.
827824731 RCS Perpignan.

Aux termes de l'AGE en date du 31 janvier 2024, les associés ont décidé à compter du 31 janvier 2024 d'étendre l'objet social aux activités de : Acquisition, la gestion, l'administration ou la vente exceptionnelle de parts de S.C.P.I (Société Civile de Placement Immobilier).

Les associés ont également décidé de modifier la dénomination sociale et d'adopter la dénomination suivante : LE MARRONNIER.

Enfin, il a été décidé de modifier les droits de vote des associés en cas de démembrement de la manière suivante : Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux assemblées générales. »

En application des dispositions du premier alinéa de l'article 1844 du Code civil, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives nonobstant toute disposition statutaire contraire.

Le troisième alinéa de l'article 1844 du Code civil dispose notamment que si une part est grevée d'un usufruit, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives.

L'exercice du droit de vote de l'usufruitier ne devra ni amener une augmentation des engagements du nu-proprétaire ni s'exercer dans le dessein de favoriser ses intérêts au détriment de ceux des autres associés.

Le nu-proprétaire devra voter chaque fois que la loi exige un vote unanime.

L'usufruitier ne devra pas porter atteinte à l'article 578 du Code civil aux termes duquel « l'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à charge d'en conserver la substance.

Par conséquent, les articles 2, 3 et 11 des statuts seront modifiés.

Mention sera portée au RCS Perpignan.

De l'eau ! De l'eau !

L'examen minutieux et régulier des bulletins météo de la télé vous a sans doute appris que la France a passé une grande partie de son hiver sous la flotte, que des régions comme le Pas-de-Calais ou la Charente ont eu droit à des inondations destructrices et répétées, que du Nord au Sud tous les départements ont été touchés, mais que le petit triangle au sud du pays qui recouvre les frontières des Pyrénées-Orientales restait inexorablement en dehors du coup et que, hormis quelques misérables gouttes de pluie tombées comme par inadvertance sur le sol roussillonnais, la sécheresse était là et bien là, installée pour durer sur des terres agricoles qui ont besoin d'eau.

À sec !

D'où la recherche de solutions, le rappel de quelques projets abandonnés (un canal pour amener l'eau du Rhône, par exemple), l'effervescence des élus, les soucis de la Préfecture pour limiter la consommation, les petites transgressions pour en récupérer un peu, les pelouses qui jaunissent et le leitmotiv des conversations. « - Vous avez vu ces villages qui ont besoin d'être ravitaillés en eau ?... - Les nappes phréatiques sont au plus bas... - À Barcelone, c'est pire encore... - C'est du jamais vu... Ce réchauffement climatique est une catastrophe... »

Dans les bras de Saint-Galdric

C'était sans oublier que notre terre bénie des

dieux n'a pas encore tout essayé pour faire venir la pluie. Les anciens y eurent recours (avec succès ?), l'an dernier il y eut une petite tentative (sans grands résultats), pourquoi ne pas refaire appel au surnaturel, au ciel qui a la solution et qui véhicule les nuages, à Saint-Galdric, le saint patron des agriculteurs catalans, dont la réputation ecclésiastique dit qu'il aurait fait quelques miracles. Et de réveiller les esprits échauffés des milieux catholiques les plus enclins à l'intervention divine pour ressortir la stèle de Saint-Galdric de l'église, pour la promener dans la ville jusqu'à la Têt pour que, de là-haut, le Galdric en question comprenne bien que c'est d'eau que l'on a besoin et envoie. La présence de la municipalité Rassemblement National, un peu en osmose avec ces esprits intégristes, ajouterait du lustre et du pouvoir à la démarche. La présence de quelques prêtres ensoutanés fortifierait l'appel à la divinité. Quelques cantiques repris en chœur, quelques prières, ne seraient pas de trop pour que les oreilles divines entendent les supplications.

Les pouvoirs de Saint-Galdric ?

Quand vous lirez ces lignes, la procession aura peut-être eu lieu : aura-t-elle réveillé les giboulées de mars ? Aura-t-elle apporté un peu plus d'eau à notre terre asséchée ? Aura-t-elle aidé à la propagation d'un intégrisme hors d'âge ? Aura-t-elle fait sourire ? La marche du monde est ainsi faite : depuis plus longtemps que jamais, elle se nourrit d'expédients pour

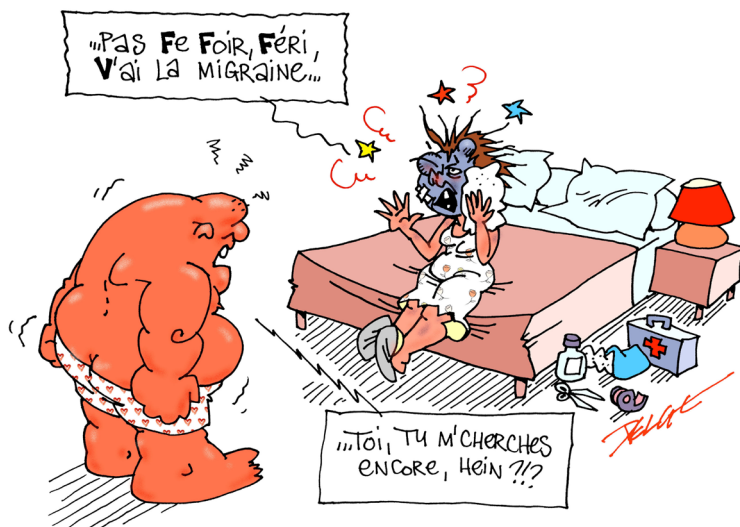


convaincre les terriens impuissants qu'agir sur les éléments est du domaine du possible à condition d'avoir le secours d'un sauveur suprême et l'aide du surnaturel. Il faut y croire. La foi, la foi, la foi, il n'y a que ça de vrai. Dans nos temps troublés et où les manques sont nombreux, elle revient en force pour éveiller une espérance, de pluie, d'argent ou d'autres choses. Les miracles et la rationalité ne font pas bon ménage, mais les sauveurs suprêmes ont le vent en poupe. Leurs thuriféraires sont à la manœuvre : je pense que ce n'est pas sans arrière-pensée.

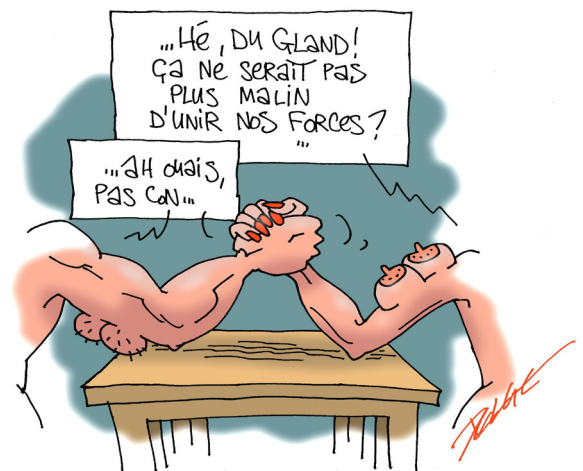
Jean-Marie Philibert

L'actu **vue par DELGE**

Violences conjugales : une demande d'amour ?



Hommes et femmes : lutter ensemble !



Suivez-nous

